

MAIRIE DE LOCRONAN

1 place de la mairie

29180 Locronan

☎ : 02 98 51 80 80

Courriel : mairiedelocronan@orange.fr

Marché n°012021spr

**ÉTUDE POUR LA
CREATION D'UN SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR)
(tranche ferme)
PUIS L'ELABORATION D'UN PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET
DU PATRIMOINE (PVAP)
(tranche optionnelle n°1)
ET D'UN PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA)
(tranche optionnelle n°2)**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Marché à procédure adaptée

Établi en application du Code de la Commande Publique

Contexte

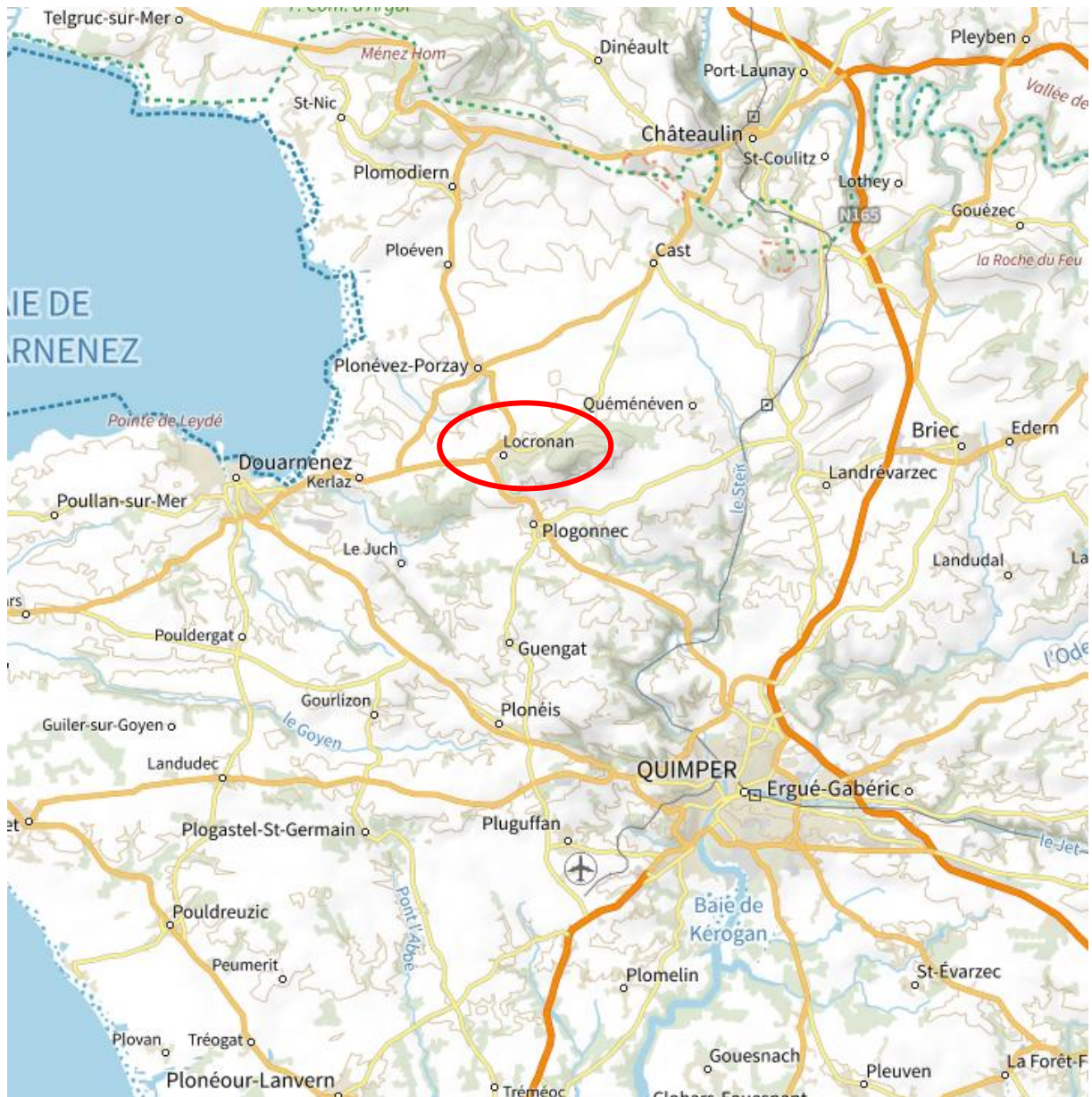
Par délibération en date du *5 juillet 2018*, le Conseil municipal de *LOCRONAN* a décidé de mettre à l'étude la création d'un site patrimonial remarquable

Les sites patrimoniaux remarquables concernent « les villes, villages ou quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public.

Peuvent être classés, au même titre, les espaces ruraux et les paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur. » (Article L631-1 du code du patrimoine).

1/ Présentation de la commune

Locronan est une commune du Finistère située au fond de la baie de Douarnenez et idéalement située entre Quimper, Châteaulin et Douarnenez. Le territoire communal est desservi par deux axes départementaux structurants : la RD n°63 qui relie Quimper à la Presqu'île de Crozon d'une part, et la RD N°7 entre Douarnenez et Châteaulin, d'autre part.



Implantée sur un plateau, la commune dispose d'une position particulière entre montagne, la montagne du Prieuré à l'est et au sud, et terres agricoles qui séparent le centre-bourg de la baie de Douarnenez au Nord et à l'Ouest.

nationaux en 1790, les chapelles Saint-Maurice et Saint-Euthrope (démolie en 1862) vont-elles-mêmes disparaître. Seule Notre Dame de Bonne Nouvelle subsistera. Aujourd'hui, l'essentiel de l'héritage culturel et architectural de Locronan a été préservé. C'est cet héritage qui va permettre au début du XXème siècle le renouveau économique de Locronan, avec l'essor du tourisme.

Site

La commune s'étend sur 808 hectares organisés autour du centre-bourg qui tient une position centrale sur le territoire communal. L'urbanisation est relativement concentrée à l'intérieur des axes départementaux qui contournent le centre-bourg par l'ouest et se trouve contenue par la topographie (Montagne du Prieuré) au sud et à l'est. Plusieurs hameaux circonscrits à quelques habitations sont disséminés dans la campagne environnante et la commune compte une zone d'activités située à l'extrême ouest du territoire.

Outre son patrimoine bâti qui fait la renommée de cette cité, Locronan se distingue également par la qualité de ses paysages et points de vue. Un belvédère situé sur les hauteurs du bourg offre un panorama à 180° sur la baie de Douarnenez avec la mer pour horizon. À l'opposé, la montagne du Prieuré culmine à 285 m et ferme le paysage vers l'Est sur un massif boisé.

Population

Locronan compte 811 habitants au recensement 2018, soit 27 de moins qu'en 2013. Cette baisse démographique est essentiellement due au solde naturel négatif. À l'image des communes rurales finistériennes, l'habitat de Locronan se caractérise par une quasi-exclusivité de maisons individuelles. Le taux de résidences secondaires se rapproche toutefois davantage de certaines communes littorales : 19 %.

Économie

Si l'activité touristique est importante du fait de la spécificité patrimoniale de Locronan et de sa situation géographique au cœur des destinations touristiques de la Cornouaille, Locronan se caractérise par une part prépondérante des emplois dans l'industrie (57 %). Le deuxième secteur d'emploi est le tertiaire avec 39 %. L'agriculture ne représente qu'1% des emplois. À titre de comparaison, les chiffres au niveau national sont de 13 % dans l'industrie et 77 % dans le tertiaire.

Locronan possède de nombreux bâtiments classés au titre des Monuments Historiques : l'église Saint-Ronan, la chapelle Notre Dame de Bonne Nouvelle, l'ensemble de la place de l'Église et son puits banal, les façades et toiture de l'ancien Hôtel Gauthier ainsi que les maisons de la place de l'Église.

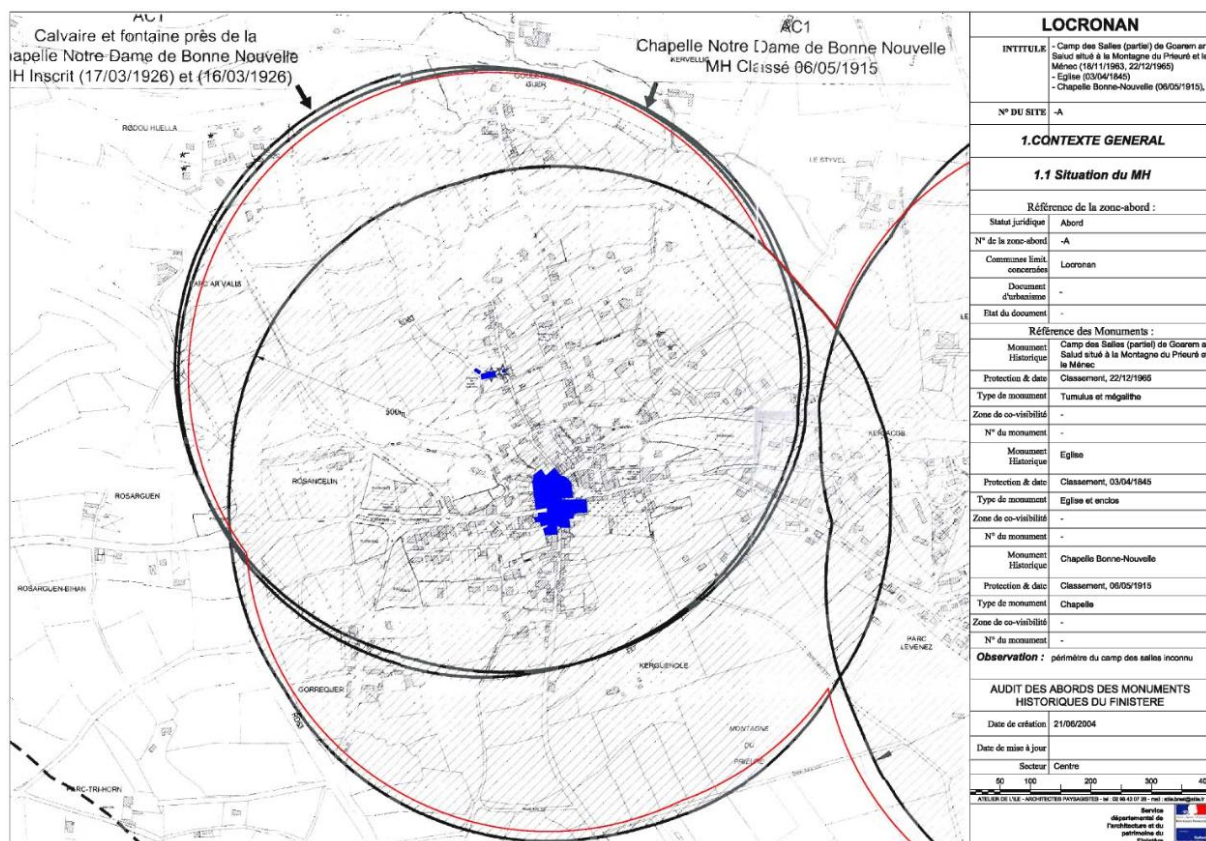
Située sur le parcours de la Troménie, la montagne du Prieuré fait l'objet d'un classement depuis 2007.

Liste des édifices protégés au titre des monuments historiques de Locronan :

Montagne du Prieuré-Menec (Le)	Camp des Salles, désigné sous le nom Goarem-ar-Salud	Partie du camp (cad. B 109, 110, 116) : classement par arrêté du 18 novembre 1963-Parcelle (cad. B 108) : classement par décret du 22 décembre 1965
	Chapelle Notre-Dame-de-Bonne-Nouvelle	Chapelle (cad. A 268) : classement par arrêté du 6 mai 1915-Fontaine Notre-Dame de Bonne-Nouvelle : inscription par arrêté du 16 mars 1926-Calvaire situé près de la chapelle : inscription par arrêté du 17 mars 1926
église (Place de l')	Église	Église : classement par liste de 1846
Église (place de l')	Hôtel Gauthier	Façades et toitures (cad. I 84 à 86) : classement par décret du 30 novembre 1926
Église (place de l')	Immeuble	Immeuble avec sa cour attenante (cad. I 104, 105) : classement par décret du 11 mars 1927
Église (place de l')	Immeuble	Immeuble (cad. I 184) : classement par décret du 11 mars 1927
Église (place de l')	Immeuble	Immeuble (cad. I 171) : classement par décret du 11 mars 1927
Église (place de l')	Immeuble	Immeuble (cad. I 172) : classement par décret du 11 mars 1927
Église (place de l')	Immeuble	Immeuble avec cour attenante (cad. I 106, 105) : classement par décret du 11 mars 1927
Église (place de l')	Place de l'Église	Place de l'Église avec son puits banal : classement par arrêté du 29 octobre 1926
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 176) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 177) : classement par arrêté du 4 novembre 1926
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 167) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 161) : classement par arrêté du 4 novembre 1926
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 184bis) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. A 189) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. A 63) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 160) : classement par arrêté du 26 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 163) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 183bis) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 162) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 180) : classement par arrêté du 6 mars 1925
Église (place de l')	Vieille maison	Vieille maison (cad. I 200) : classement par arrêté du 6 mars 1925

Source : DRAC Bretagne

Par ailleurs, différents éléments patrimoniaux ont également fait l'objet d'une inscription à l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques, tels la fontaine et le calvaire de Notre Dame de Bonne Nouvelle.



Audit des abords des Monuments historiques de Locronan

Urbanisme

Locronan est couverte par le SCoT de Quimper Bretagne Occidentale –Pays Fouesnantais. La commune est dotée d'un PLU approuvé le 17 juillet 2012.

2/ Objet du marché

La mission proposée a pour objet la réalisation du dossier nécessaire à la mise en œuvre et à la création d'un site patrimonial remarquable (SPR) régi par un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) sur la commune de *Locronan*, tel que défini par le code du patrimoine aux articles L631-1 à L631-5, R631-1 à R631-4, D631-5, R631-6, et D631-7 à D631-14.

Contenu de la mission du bureau d'études :

Tranche ferme :

- Notice de présentation des caractéristiques historiques, patrimoniales, archéologiques, artistiques ou paysagères du territoire communal, en lien avec le territoire environnant ;
- Justification des limites du site patrimonial remarquable et constitution du dossier de création d'un SPR qui sera présenté en Commission nationale du patrimoine et de l'architecture ;
- Présentation du projet de SPR en CNPA (Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture) ;

Tranche optionnelle n°1 :

- Élaboration de l'outil de gestion patrimoniale du SPR (PVAP et/PSMV) ;
- Constitution du dossier de SPR ;
- Accompagnement de la collectivité maître d'ouvrage, en lien avec l'Architecte des bâtiments de France, pendant l'élaboration du projet ;
- Élaboration de la concertation sur le projet ;
- Suivi du SPR après étude

Tranche optionnelle n°2 :

- Élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords

3/ Décomposition de la mission

La mission se décompose en trois tranches, une tranche ferme et de deux tranches optionnelles.

- La tranche ferme comprend la production d'une étude préalable nécessaires à la réalisation du dossier qui aboutira au classement du site patrimonial remarquable par arrêté du ministre chargé de la culture, y compris le suivi de l'ensemble de la procédure jusqu'à la présentation en CNPA, jusqu'à la création de la servitude par arrêté du Ministre de la Culture.
- La tranche optionnelle n°1 comprend le suivi de la procédure jusqu'à l'élaboration de l'outil de gestion du SPR (PVAP dans le cas où celui-ci serait prescrit lors du classement du SPR).

La tranche optionnelle sera affirmée après passage en Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture (CNPA), dans l'hypothèse d'une validation de l'outil de gestion PVAP (Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine) proposé. Elle intégrera les

éventuelles prescriptions et remarques de la commission nationale de l'architecture et du patrimoine et du ministre chargé de la culture pour le classement du site patrimonial remarquable.

- La tranche optionnelle n°2 comprend l'élaboration d'un Périmètre Délimité des Abords des Monuments historiques de la commune

3.1/ Création du site patrimonial remarquable – tranche ferme

a) Présentation de la commune et justification du périmètre

Le chargé d'étude aura en charge l'élaboration de l'étude préalable permettant le classement du site patrimonial remarquable.

Afin de déterminer le périmètre du site patrimonial remarquable, le chargé d'étude réalisera une notice, support pour la présentation du dossier du site patrimonial remarquable, non opposable aux tiers, et constitué d'un texte et de documents graphiques.

Cette notice de présentation est à réaliser sur l'ensemble de la commune et découle d'une analyse préliminaire déclinée suivant deux approches patrimoniales concomitantes : historique, architecturale, urbaine et paysagère d'une part, environnementale d'autre part, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir, ainsi que l'aménagement qualitatif des espaces.

Outre la compilation et la restitution des données disponibles, cette notice devra prendre position sur les éléments à prendre en compte dans le projet de SPR, notamment :

- Partie relative au patrimoine architectural, urbain, paysager, historique et archéologique :
 - Géomorphologie et structure paysagère, évolution et état de l'occupation bâtie des espaces et des sols, occupation végétale, ... ;
 - Histoire et logiques d'insertion dans le site, des implantations urbaines et des constructions, synthèse historique du territoire concerné (recherches relatives aux cartographies ancienne, archives) ;
 - Morphologie et typologies urbaines, éléments de structure urbaine, quartiers et monuments, espaces publics aménagés ou à aménager, analyse des perspectives urbaines remarquables, rues, places, ... ;
 - Typologie du bâti (architecture exceptionnelle, remarquable, d'accompagnement, ... volumes, couvertures, façades, éléments singuliers du patrimoine architectural) et, par type, qualité d'habitabilité, qualité thermique qualité architecturale du bâti... ;

NB : Cette classification sera donnée à titre indicatif dans la mesure où, depuis la loi LCAP, les immeubles d'un SPR sont classés en deux catégories seulement : les immeubles protégés et les immeubles non protégés. Seuls les propriétaires d'immeubles bénéficiant d'une protection au titre du SPR pourront prétendre à une défiscalisation des travaux entrepris pour la conservation, la restauration ou la mise en valeur des dits immeubles.

- Mise en évidence des cônes de vue et perspectives qui permettent de lire le paysage urbain et naturel de la commune ;
- Archéologie (sites, immeubles, vestiges...) ;
- Éléments singuliers du patrimoine rural (chemins, petit patrimoine, mémoire des lieux, intérêt artisanal, industriel, agricole...) ;
- Patrimoine culturel immatériel (itinéraires historiques liés à la Troménie de Locronan) ;
- Patrimoines protégés (MH, sites, ...).

Chaque secteur devra faire l'objet d'une analyse pour justifier l'opportunité de l'inclure dans le périmètre proposé par le chargé d'étude.

Un rapport écrit permettra de présenter l'argumentaire de chaque secteur proposé. Il indiquera chaque parcelle concernée et les caractéristiques qui justifient de l'inscrire dans le périmètre. Des photos, schémas ou croquis viendront en support de l'explication rédigée : celle-ci sera indispensable à la compréhension des choix retenus pour les élus et la population.

Ce travail de recueil et d'analyse des données sera l'occasion pour le chargé d'études d'identifier un certain nombre d'éléments patrimoniaux qui seront situés en dehors du périmètre finalement retenu pour le SPR, y compris sur les territoires communaux voisins. Il est alors demandé d'exploiter cette ressource afin de :

- l'intégrer dans les documents d'urbanisme (PLU)
- communiquer aux communes concernées par ces éléments patrimoniaux, essentiellement paysagers, un document de sensibilisation à leur préservation ou mise en valeur.

- Synthèse de l'étude préalable :

En conclusion des analyses préliminaires, la synthèse constitue le cadre que les partenaires se donnent pour élaborer l'outil de gestion du SPR de la tranche optionnelle.

La synthèse sera reprise en introduction du rapport de présentation qui permettra à la CNPA de statuer sur le périmètre du SPR et le type de règlement à mettre en place pour la préservation du patrimoine de la ville.

Au regard des éléments contenus dans l'étude préalable, le chargé d'étude proposera un périmètre délimitant le site patrimonial remarquable. Ce périmètre sera justifié au regard de l'intérêt historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager de la commune.

b) Documents graphiques

Plusieurs documents graphiques devront être fournis :

- un plan d'analyse urbaine (mise en évidence de secteur intramuros, faubourg, hameau, patrimoine XXe siècle, secteurs paysagers...)
- un plan des typologies du bâti
- un plan général qui fera apparaître la délimitation du site patrimonial remarquable, y

compris les secteurs, quartiers et lieux-dits qui le composent. Échelle 1/10 000 préconisée

- des plans de détails des différentes zones. Ils devront être précis et lisibles à la parcelle (échelle : 1/1 000 à 1/2 500)
- un plan des protections existantes avant la création du SPR (échelle : 1/10 000 à 1/25 000)
- un plan des protections subsistantes après la création du SPR : il fera apparaître les limites communales et l'ensemble des protections « actives » mises en œuvre sur le territoire communal (échelle : 1/10 000 à 1/25 000) ;

Ces documents devront être fournis en format papier et format numérique au maître d'ouvrage et aux représentants de l'État.

Les documents graphiques devront être modifiés au regard des prescriptions et remarques de la commission nationale du patrimoine et de l'architecture.

Les documents graphiques, éléments opposables, feront l'objet d'une mise en forme simple, pratique et pédagogique, en collaboration étroite avec l'architecte des bâtiments de France.

Les points essentiels relatifs à l'informatique sont :

- *Format Shape*
- *RGF93CC48 pour le système de coordonnées, exprimé en mètres*
- *Les métadonnées*
- *Limite commune entre deux objets : limite dupliquée à l'identique*

c) Accompagnement

Tout au long de la réalisation de la notice de présentation et des documents graphiques, le chargé d'étude préparera et animera des réunions de présentation de son travail au maître d'ouvrage et aux représentants de l'État. Il assurera la rédaction des procès-verbaux. Ces réunions seront organisées en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble de la procédure.

Le chargé d'étude assiste le maître d'ouvrage tout au long de la procédure, jusqu'au classement du SPR par arrêté du ministre chargé de la culture, y compris une présentation en commission nationale de l'architecture et du patrimoine.

Le chargé d'étude devra reprendre son étude autant que de besoin en cas d'avis favorable avec réserves ou défavorable de la CNAP.

La mission comprendra également un volet concertation avec la population, à mettre en œuvre pendant toute la durée de la procédure comprenant des réunions publiques, exposition(s), communication via le site internet de la commune, presse locale...

3.2/ Élaboration du plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) – tranche optionnelle n°1

Dans le cas où l'élaboration d'un PVAP est préconisée lors du classement du SPR :

a) Rédaction d'un rapport de présentation

Le rapport de présentation des objectifs du plan devra être fondé sur un diagnostic comprenant un inventaire du patrimoine et des éléments paysagers sur le périmètre couvert

par le plan.

Il comprendra :

- Le nom générique du document qui devra mentionner le terme « Site patrimonial remarquable géré par un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine » et identifiera le territoire concerné (*nom de la commune*) ;
- Les particularités patrimoniales essentielles du territoire, qu'elles soient géographiques, paysagères, urbaines, architecturales, archéologiques, historiques, culturelles ;
- Les motifs de la création du SPR (*tels que formulés au moment de l'appel à candidature et précisés à l'éclairage de l'avancement du projet*), l'état initial des protections ;
- Les objectifs qui ont présidé à la délimitation du périmètre du SPR et aux mesures envisagées pour la protection et la mise en valeur du patrimoine, la gestion qualitative de l'architecture et l'aménagement des espaces ;
- L'avis de la CNPA et ses prescriptions et recommandations.

Pour mémoire, le rapport de présentation doit traiter de manière synthétique l'ensemble des sujets abordés dans le cadre du diagnostic, au risque d'une invalidation du SPR par la juridiction administrative.

b) Le règlement

- Le règlement écrit :

Le règlement devra établir clairement les enjeux du SPR au regard de la maîtrise de son évolution, et les enjeux d'une gestion cohérente des patrimoines et de leur environnement : relation ville - paysage, relation architecture - développement urbain, relation bâti - espaces. Il mettra en évidence les règles à respecter pour l'évolution « durable » du bâti ancien et celles à mettre en œuvre pour la « durabilité » des constructions nouvelles.

Il comprendra :

- Des règles relatives à la conservation ou à la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces naturels ou urbains ;
- Des règles en fonction de la typologie architecturale du bâti exceptionnel, remarquable, courant ...
- La délimitation des immeubles, espaces publics, monuments, sites, cours et jardins, l'identification des plantations et mobiliers urbains à protéger et à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et les prescriptions permettant d'assurer leur conservation ou leur restauration ;
- Des prescriptions relatives à la qualité architecturale des constructions neuves ou existantes, notamment aux matériaux ainsi qu'à leur implantation, leur volumétrie et leurs abords ;

En outre, le règlement écrit comprendra :

- Des dispositions générales qui auront pour but de clarifier la portée juridique du SPR, le cadre législatif, les incidences sur les autres règles applicables sur le territoire communal,...

- Des prescriptions qui devront être justifiées et limitées aux enjeux mêmes du SPR.

Elles devront être accompagnées de précisions ou illustrations. Les prescriptions devront être liées à l'objet de la création du SPR fixés par les dispositions de l'article L632-2 du code du patrimoine :

- la protection et la conservation des patrimoines existants : architectural, urbain, paysager, archéologique...
- la qualité architecturale des constructions nouvelles et à l'aménagement des espaces urbains ou naturels,...
- l'intégration architecturale et l'insertion paysagère des ouvrages, installations ou travaux visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie qu'à la prise en compte d'objectifs environnementaux,...

Le dessin et le croquis seront les modes d'illustration du document à privilégier.

- Le règlement graphique :

Le document graphique fera apparaître le périmètre couvert par le plan, une typologie des constructions, les immeubles protégés, bâtis ou non, dont la conservation, la restauration, la mise en valeur ou la requalification est imposée et, le cas échéant, les conditions spéciales relatives à aux caractéristiques urbaines et paysagères, à l'implantation, à la morphologie, aux dimensions des constructions et aux matériaux du clos et couvert. Il comprend :

- Plan de délimitation (*échelle : 1/10 000 préconisée*) : il fera apparaître la délimitation du SPR (*et des secteurs, quartiers et lieux-dits qui le composent, le cas échéant*), résultant de l'étude approfondie des éléments du patrimoine à mettre en valeur.

Ce document délimitera, le cas échéant, des secteurs clairement identifiés, renvoyant aux règles relatives à l'intégration architecturale et à l'insertion paysagère des constructions, ouvrages, ou installations visant tant à l'exploitation des énergies renouvelables ou aux économies d'énergie qu'à la prise en compte d'objectifs environnementaux ;

- Plans de détails des différentes zones : ils devront être précis et lisibles à la parcelle (échelle : 1/1 000 à 1/2 500). Leur nomenclature constituant la légende devra traduire aussi bien la typologie des constructions, que les dispositions propres aux immeubles devant répondre, selon leur niveau d'intérêt patrimonial, à des prescriptions particulières ;
- Plan des protections subsistantes après la création du SPR : Il fera apparaître les limites communales et l'ensemble des protections « actives » mises en œuvre sur le territoire communal (échelle : 1/10 000 à 1/25 000) ;
- Plans de détail : Ils présenteront les éléments du patrimoine (y compris les espaces publics) faisant l'objet d'un traitement réglementaire particulier.

Les documents graphiques et le règlement écrit, éléments opposables, feront l'objet d'une mise en forme simple, pratique et pédagogique, en collaboration étroite avec l'architecte des bâtiments de France.

Il conviendra également de faire en sorte que les documents graphiques présentent explicitement les caractéristiques essentielles des patrimoines paysagers, urbains, et architecturaux de la commune.

Le modèle de légende du règlement graphique tel que défini à l'annexe 1 de l'arrêté du 10 octobre 2018 devra impérativement être employé pour chacun des plans cités ci-dessus.

c) Des préconisations pour la valorisation du patrimoine

Au-delà de l'aspect réglementaire du SPR, il est demandé au chargé d'études d'être force de propositions sur la valorisation du patrimoine en mettant à profit leur regard d'expert-métier pour faire du SPR également un outil de gestion. Les questions de fréquentation touristique du site pourront notamment faire l'objet de préconisations sur le lien entre l'aménagement de l'espace public qui a généré une surfréquentation de certains sites tout en tenant à l'écart des lieux à fort potentiel attractif pour les visiteurs.

Le Patrimoine culturel immatériel (Troménie) pourra également être pris en compte dans cette phase de l'étude afin de proposer des outils ou circuits de découverte pour qu'il soit davantage identifié par les visiteurs.

d) Accompagnement

Le suivi de l'étude du PVAP sera effectué par la commission locale du SPR (CLSPR), créée par une délibération de l'autorité compétente en matière de PLU, qui fera suite au classement du site patrimonial remarquable, et un comité technique restreint.

La mission d'étude comporte la préparation et l'animation des réunions de la commission locale du SPR, des comités de pilotage et comité technique restreint, la rédaction des procès-verbaux. Ces réunions seront organisées en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble de la procédure

Le chargé d'étude assiste le maître d'ouvrage tout au long de la procédure, jusqu'à l'approbation du PVAP par l'autorité compétente, y compris une présentation en commission régionale de l'architecture et du patrimoine, y compris la présentation des périmètres délimités des abords le cas échéant.

3.3/ Élaboration d'un Périmètre délimité des abords (PDA) – Tranche optionnelle n°2

En parallèle à l'étude du SPR, le chargé d'étude devra élaborer un périmètre de protection modifié autour *du (des)* monument historique protégé (*liste des édifices pages 5 et 6*). Cette étude, en vue de rectifier ou supprimer les parties résiduelles des périmètres des abords de ces monuments subsistants au-dehors du périmètre du SPR sera réalisée sur proposition de l'architecte des bâtiments de France et validée par ce dernier.

Le chargé d'étude réalisera un ou plusieurs dossiers de PDA, selon le cas. Le ou les dossiers devront être soumis pour accords à l'architecte des bâtiments de France et seront soumis à enquête publique (conjointe ou non avec celle prévue pour le SPR). En plus des éléments permettant de justifier le périmètre de protection adapté, chaque dossier comprendra un plan cadastral lisible faisant figurer le périmètre de 500 mètres, un plan cadastral lisible faisant figurer le périmètre délimité des abords, un plan cadastral lisible faisant figurer à la fois le périmètre de 500 mètres et le périmètre délimité des abords proposés.

Les périmètres délimités des abords devront être réfléchis en fonction du ou des monuments concernés et non uniquement en fonction des limites du site patrimonial remarquable.

3.4/ Concertation avec le public

Le chargé d'étude aura la charge de proposer une véritable démarche de mobilisation des habitants tout au long de l'étude. Il s'agira d'aller au-delà de la simple concertation imposée dans la procédure d'élaboration du SPR et de mettre en place une co-construction de ce projet avec les habitants et professionnels (commerçants, artisans, hôteliers-restaurateurs...). Ils doivent être impliqués de manière suffisamment aboutie pour devenir eux-mêmes les ambassadeurs de ce projet de SPR.

Le chargé d'études aura pour mission de préparer, d'organiser et d'animer des ateliers de concertation visant à co-construire l'ensemble du projet. Ils pourront prendre la forme de déambulations urbaines, d'ateliers de travail en salle et seront complétés de réunions publiques telles qu'elles sont prévues réglementairement dans la procédure d'élaboration d'un SPR. Il devra en outre, produire les différents éléments et outils d'information et de sensibilisation du public (panneaux d'exposition, diffusion dans la presse...).

4/ Suivi du SPR après étude

Les prestations du chargé d'étude comprendront :

- L'aide à la commune dans le cadre des diverses procédures de consultation et d'enquête publique ;
- La correction des documents pour mise au point définitive du dossier ;
- La fourniture de panneaux d'exposition nécessaires à l'information du public ;
- L'édition des documents nécessaires aux différentes consultations ;
- L'édition finale du dossier définitif en 8 exemplaires pour : la commune, Quimper Bretagne Occidentale, le Préfet de département, l'UDAP, la DDTM, la DREAL, la DRAC, la Direction Générale des Patrimoines (du Ministère de la culture).
- L'ensemble du dossier sera également rendu sous format numérique.

Les données fournies devront pouvoir s'intégrer dans le SIG communal et dans la plateforme nationale Géoportail.

Pour cela, la donnée devra être fournie au format Shape, les coordonnées seront exprimées en mètres, dans le même système de projection que celui utilisé pour le plan cadastral : la projection Lambert 93 conique conforme 48 zone 7 (RGF93CC48 ou RGF93Zone7).

Lorsque des objets présentent une limite commune, celle-ci doit être dupliquée de manière rigoureusement identique autant de fois qu'il le faut, y compris dans le cas de deux surfaces contiguës.

Les métadonnées devront être fournies pour chaque couche.

Les plans de type Autocad (.dwg) seront également fournis avec la projection RGF93 CC48. »

D'autre part, une attention particulière sera apportée au partage de géométrie entre le plan

cadastral et la donnée numérisée.

Lorsque des objets graphiques s'appuient sur des objets du plan cadastral (ex : limite de zonage et limite de parcelle), leur saisie devra utiliser tous les points ayant servi à la construction des parcelles cadastrales.

En résumé, les points essentiels relatifs à l'informatique sont :

- *Format Shape*
- *RGF93CC48 pour le système de coordonnées, exprimé en mètres*
- *Les métadonnées*
- *Limite commune entre deux objets : limite dupliquée à l'identique*

5/ Options

5.1 – Évaluation environnementale

Le chargé d'étude devra produire une note permettant au maître d'ouvrage d'adresser à l'autorité administrative une demande de dispense d'évaluation environnementale.

5.2 – Document de synthèse

Le bureau d'étude produira un document synthétique du SPR en vue de la rédaction d'une plaquette de sensibilisation diffusée aux pétitionnaires.

6 – Compétences requises

L'étude sera réalisée par *une équipe pluridisciplinaire* possédant des références et compétences dans les domaines du patrimoine (*architecte titulaire d'un diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture mention "architecture et patrimoine " ou de tout autre diplôme reconnu de niveau équivalent*), de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage, de l'histoire de l'architecture et de l'habitat. Elle devra en attester en communiquant des certificats de capacité professionnelle relatifs aux activités similaires déjà conduites. Elle présentera identité et qualité des personnes qui suivront personnellement l'ensemble de la procédure d'étude.

Le mandataire sera un architecte possédant des compétences et une pratique confirmées dans le domaine du patrimoine.

L'équipe pourra s'adjoindre des compétences complémentaires en matière de sociologie, géographie, énergies renouvelables, etc.

7 – Documents remis au chargé d'étude

La commune remettra au chargé d'étude les documents d'urbanisme en vigueur (*PLU*), le porter à connaissance, les éléments constitutifs des différentes études précédentes éventuelles sur le territoire, un exemplaire des fonds de plan cadastraux communaux sous forme informatique au format standard (*préciser*) : échelle 1/5 000 pour l'ensemble du territoire communal, échelle 1/2 000 pour les parties urbaines.

La commune remettra la liste de tous les documents ou études de sa connaissance qui serait susceptible d'intéresser le bureau d'études et s'engage soit à les fournir soit à en faciliter l'accès. En voici une liste indicative :

Jean-Marie Abrall, « *Livre d'Or des églises de Bretagne* », 1896-1903, Éd. d'Art, pp. : 373-375

Michèle Boccard, « *Locronan, Église Saint-Ronan* », in : Congrès Archéologique de France, 165^e session, 2009, Éd. : Société Française d'Archéologie, Paris, pp. 185 – 189

Philippe Bonnet, Jean-Jacques Rioult, « *Locronan, église Saint-Ronan et chapelle du Pénity* », in : Bretagne Gothique, L'architecture religieuse, 2010, Éd. Picard, pp. 234 – 243

René Couffon, Alfred Le Bars, « *Diocèse de Quimper, Nouveau répertoire des Églises et Chapelles* », second éd. 1988, Éd. : Association Diocésaine de Quimper, Quimper, pp. 188 – 191

Maurice Dilasser, « *Un Pays de Cornouaille, Locronan et sa Région* », 1979, Éd. : Nouvelle Librairie de France, Paris, P. 701

Alexandre Masseron, « *Les Villes d'Art célèbres : Quimper, Quimperlé, Locronan, Penmarc'h* », 1928, Éd. : H. Laurens, Paris, pp. 102 – 129

Emmanuelle Le Seac'h, « *Sculpteurs sur Pierre en Basse-Bretagne* », 2014, Éd. : Presses Universitaires de Rennes, Rennes, pp. 22, 46, 55, 86-88, 107, 132, 235-236, 258-259, 282, 316, 361

Henri Waquet, « *L'église de Locronan* », in : Congrès Archéologique de France, LXXXI^e session, 1914, Éd. : Librairie A. Picard, Paris, pp. 554 – 576

Henri Waquet, « *Locronan* », in : Congrès Archéologique de France, CXVe session, 1957, Chez le Trésorier Adjoint M. Pillault, Orléans pp. 126 – 129

La Direction régionale des affaires culturelles de Bretagne remettra, le cas échéant, au chargé d'étude les textes réglementaires relatifs aux SPR, loi, décrets, circulaires, la liste des édifices protégés au titre des MH et des sites archéologiques.

8 – Propriété de l'étude

Les documents et propositions produits dans le cadre de l'étude seront propriétés exclusives de la commune et de l'État qui en disposeront comme bon leur semble ; tous documents étant réputés exempts de droits, nonobstant la législation sur la propriété intellectuelle.